

The logo consists of the letters 'S&D' in white, bold, sans-serif font, set against a solid red square background.

Groupe de l'Alliance Progressiste des
Socialistes & Démocrates
au Parlement européen

The background of the entire page is a blurred photograph of people walking in a public space, likely a train station or airport. The image is heavily motion-blurred, creating a sense of movement and activity. The colors are muted, with a lot of greys and blues, contrasting with the red text and logo.

RAPPORT D'ACTIVITÉ

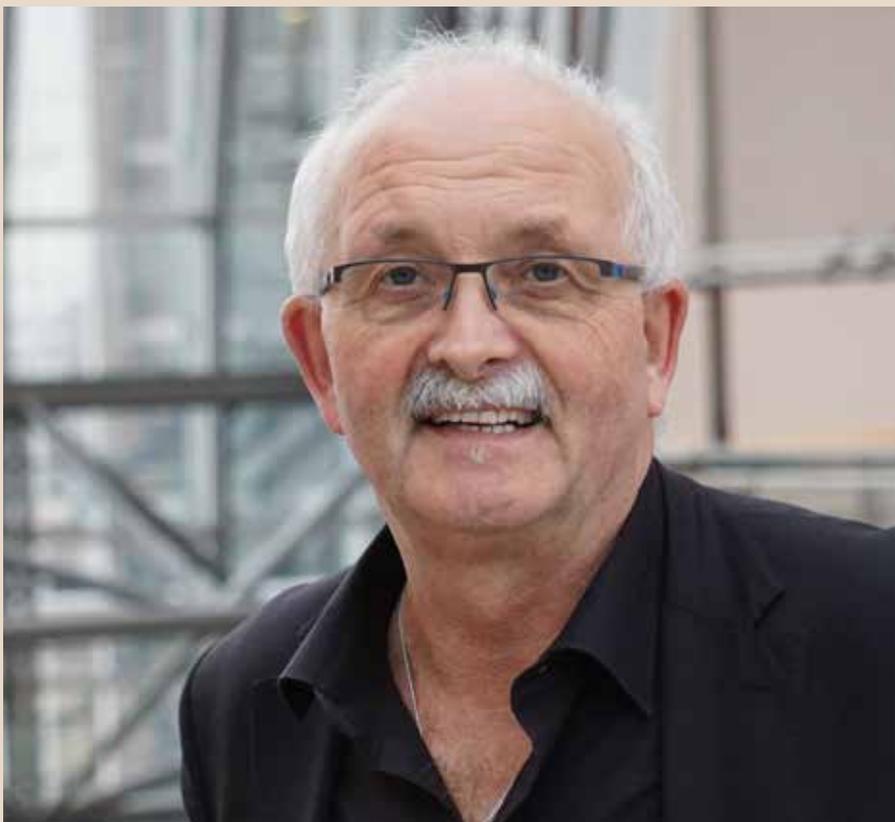
de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates
au Parlement européen

DE BUDAPEST À LISBONNE

3 ans de défis pour le Groupe S&D

Congrès du PSE, Lisbonne
7-8 Décembre 2018

Le présent rapport d'activité du Groupe S&D s'inscrit dans la continuité des rapports d'activité soumis aux Congrès du PSE à Rome et Budapest. Il couvre les activités et réalisations du Groupe S&D, dirigé avec succès par Gianni Pittella puis Udo Bullmann, durant la seconde partie de la législature européenne 2014 - 2019.



AVANT-PROPOS

Cher(e)s Camarades,
Cher(e)s Ami(e)s,

Nous vous présentons ici les activités du Groupe S&D au cours des trois dernières années.

Ce document montre clairement le travail intense que nous avons fourni ensemble, confrontés à des défis majeurs tels que la crise financière et ses graves conséquences économiques et sociales. Nous pouvons être fiers des batailles que nous avons gagnées, et nous ne devrions pas hésiter à parler de nos succès.

Aujourd'hui, à quelques mois des élections européennes, notre Groupe se bat pour plus de justice : nous affichons notre ferme détermination quand il s'agit de défendre nos valeurs les plus importantes, telles que la démocratie, les droits de l'Homme et l'État de droit, face aux ennemis d'une Europe unie. Nous sommes le fer de lance de la lutte contre le populisme de droite et les tentatives de manipuler nos élections. Nous défendons une meilleure politique migratoire. Tout en combattant les causes, nous soutenons

les opérations de recherche et de sauvetage en Méditerranée et exigeons un accueil équitable des réfugiés à travers l'Europe.

Camarades, ne nous arrêtons pas là. Nous pouvons et nous devons nous appuyer sur nos acquis tout en proposant des approches nouvelles : nous demandons un changement radical pour l'Europe, basé sur un modèle de développement durable, qui combine les politiques sociales, économiques et environnementales. Les objectifs durables de l'agenda 2030 des Nations Unies sont au cœur du renouvellement de notre politique. Nous devons préserver notre planète pour les générations futures. Nous devons nous battre avec force et détermination. Nous devons être unis pour défendre nos valeurs et notre Europe. Ensemble, nous le pouvons !

Amitiés socialistes

Udo Bullmann
Président du Groupe S&D

Depuis juin 2015 et le Congrès du PSE à Budapest, le Groupe S&D a fait face à de nombreux défis dans un Parlement radicalement dominé par la droite. Bien que notre famille politique ait réussi à maintenir sa position lors des élections européennes de 2014, avec plus ou moins 25% des sièges, la situation globale au sein du Parlement européen a, alors, fortement changé. En dépit de pertes massives, le PPE a ainsi maintenu sa première place. Les partis d'extrême droite, populistes, eurosceptiques, et xénophobes ont réalisé une percée majeure et constitué deux, puis trois groupes politiques. La gauche radicale a elle aussi engrangé des gains substantiels.

DE BUDAPEST À LISBONNE

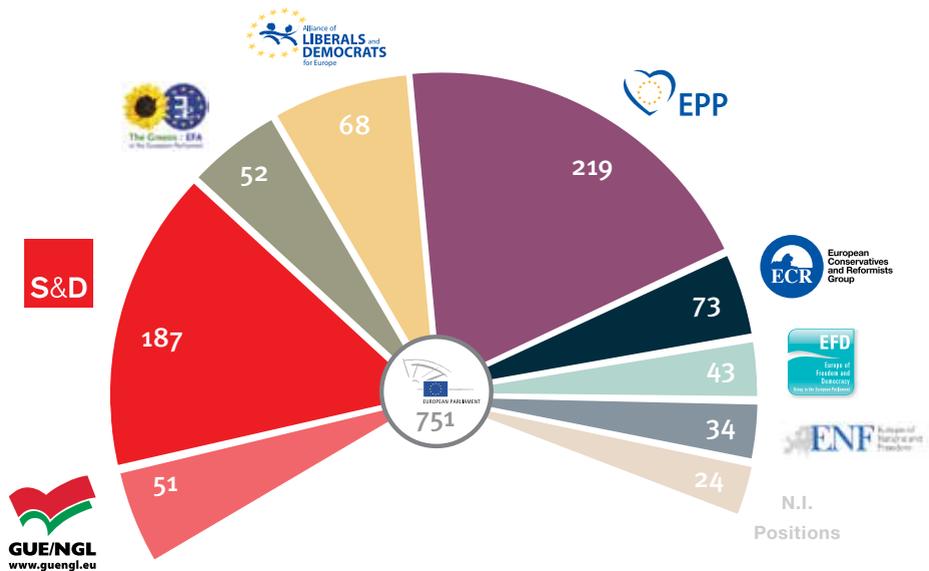
Un combat farouche du Groupe S&D
en des temps troublés



Congrès de Budapest, 2015

Les citoyens européens ont traversé des années de crise économique et sociale, causées par des politiques ultralibérales irresponsables, et aggravées par de mauvaises réponses dues à une austérité aveugle. De toute évidence, notre famille politique a manqué de visibilité au moment où nous livrions le message approprié et où nous proposons des solutions engagées, tandis que les populistes et leur démagogie exploitaient une bonne part des craintes et colères populaires avec succès. Aujourd'hui le projet européen est en danger, et la perte de confiance en l'Europe a mené au Brexit. Nous regrettons profondément le résultat du referendum sur le Brexit, et nous continuons d'exprimer notre solidarité avec nos camarades britanniques. La marche d'octobre à Londres, réunissant plus de 700 000 citoyens en faveur du maintien dans l'UE, est pour nous un signe clair que la cause n'est pas perdue. Les citoyens britanniques ont ainsi nettement exprimé le souhait d'avoir une nouvelle opportunité de maintenir leur pays dans l'Union, cette fois en basant leur décision sur des faits réels et la vérité, et non sur de la désinformation et des mensonges. Nous sommes à leurs côtés. Si le maintien dans l'UE s'avère impossible, nous

Répartition des sièges au Parlement européen - situation le 30 octobre 2018



Udo Bullmann, Président du Groupe S&D, au Camp d'été YES, Espagne, juillet 2018

sommes en faveur d'une relation nouvelle et constructive entre l'Union européenne et le Royaume-Uni, mais nos lignes rouges sont évidentes : une telle relation ne devra pas affaiblir nos normes ni miner le modèle social et les droits des citoyens de l'UE ; elle devra garantir une solution équitable à la question de la frontière irlandaise et un règlement financier satisfaisant.

La crise des migrants a nourri les populistes et s'est imposée au centre du débat politique révélant ainsi les divisions entre européens, confrontant les principes de solidarité et d'aide humanitaire aux égoïsmes nationaux. Le développement de démocraties non libérales comme en Hongrie ou en Pologne, et la capacité de partis xénophobes à accéder à des postes gouvernementaux, comme en Autriche ou en Italie, sont d'autres sources d'inquiétude pour les démocrates à travers l'Europe. Certaines forces de centre-droit sont à nouveau tentées par une radicalisation de leurs positions et un alignement avec l'extrême-droite - témoin la division du PPE à l'égard de l'affiliation du Fidesz hongrois, et la décision du PPE

de finalement ne pas l'expulser. Une véritable honte pour une famille politique se prétendant au cœur même et aux origines des valeurs européennes. La tempête provoquée par la crise des migrants au sein de la coalition historique CDU - CSU en est un autre exemple.

Le contexte international soulève lui aussi bon nombre d'inquiétudes. La Maison-Blanche est dirigée par un populiste clivant et imprévisible, s'efforçant de détruire des décennies de multilatéralisme et de coopération internationale. La Russie développe une attitude tout aussi agressive. Dans les deux cas, l'Europe est considérée comme un ennemi à affaiblir avec la collaboration de partis nationalistes et d'extrême droite européens, et par un usage massif de fausses informations, de trolls et hackers disséminant la haine et la division, et influençant ou même sabotant le processus électoral démocratique.

C'est vrai, nous avons traversé des temps troublés, mais ce n'est nullement une raison pour renoncer à nos principes et valeurs ! Bien qu'encore fragile, la reprise

économique a commencé. Cela n'aurait pas été possible sans les nombreuses initiatives de notre famille politique pour réguler le secteur financier et mettre en place des instruments tels qu'un ambitieux plan d'investissement de l'UE, ou la Garantie pour la jeunesse. Ceci démontre le rôle central que notre famille politique peut et doit jouer dans la remobilisation des forces progressistes en Europe. Nous seuls sommes capables d'offrir une alternative juste aux solutions simplistes et trompeuses des populistes, d'une part, et à l'impasse des politiques libérales et conservatrices d'autre part.

Il existe en Europe une autre tendance lourde de conséquences. C'est l'idée d'un nouveau centre politique capable de contrer le populisme et l'euro-scepticisme et d'incarner la défense de l'Europe et de ses valeurs. Soyons clairs : nous ne nous laisserons pas charmer par le chant des sirènes libérales. Le projet d'Emmanuel Macron est peut-être pro-européen par nature, mais c'est aussi une répétition de ces erreurs ultralibérales qui ont nui à notre économie et ont ouvert la voie aux populistes. Socialement injuste et économiquement basé sur l'obsession de la libéralisation et du laissez-faire, ce modèle n'est pas le nôtre. Nous avons bien mieux à offrir à nos citoyens.

En Espagne, au Portugal, en Suède, notre famille politique a été déterminante pour le maintien de la démocratie et le développement de politiques progressistes et d'une économie basée sur la solidarité. Nos nombreuses réalisations au Parlement européen ont démontré notre force lorsque nous sommes unis.

Notre Groupe a lui aussi un rôle à jouer en coopération étroite avec le Parti des Socialistes Européens. Comme groupe parlementaire, nous avons la possibilité de construire des alliances autour d'un agenda politique progressiste. Nous assurons une coopération quotidienne entre socialistes et démocrates de tous les États membres, créant des synergies et la capacité d'influencer de manière significative les lois et politiques européennes.

Le paysage politique européen connaît une évolution toujours plus rapide et de nouvelles forces politiques progressistes émergent, que nous devrions pouvoir unir autour de nos valeurs.

L'émergence de mouvements progressistes de la société civile, souvent nés en ligne, constitue un autre phénomène social que nous ne pouvons ignorer. Nous devrions établir des liens avec ces nombreux groupes de (cyber) citoyens. Nous sommes fiers de nos nombreuses initiatives pour le dialogue et la coopération avec les organisations non gouvernementales (ONG), les syndicats et les réseaux sociaux progressistes. Nous travaillons en étroite coopération avec Avaaz, un réseau progressiste fort de 48 millions de membres, dont les objectifs politiques et l'engagement pro-européen sont proches des nôtres.

Nous sommes allés à la rencontre des citoyens au-delà de la « bulle » bruxelloise, avec nos nombreux événements « Together » et « Go local », établissant un dialogue direct et ouvert avec les citoyens, à propos du futur de l'Europe et des questions clés affectant leur vie quotidienne. L'initiative « Together » est une tournée du Groupe S&D à travers l'Europe, à l'occasion de laquelle les progressistes se réunissent, échangent des idées et unissent leurs forces dans la conception de notre avenir commun. Des déclarations thématiques sont adoptées à l'issue de chaque événement et constitueront une précieuse source d'inspiration pour nos politiques futures. Le débat se poursuit sur un site internet dédié et ouvert à tous.

Une autre expérience importante et fructueuse a été « l'École de la démocratie ». Nous avons invité des jeunes d'Europe et d'ailleurs à débattre des préoccupations et espérances de la nouvelle génération avec des politiciens et d'éminents représentants du monde académique. En ouvrant ainsi la discussion, nous avons créé une dynamique unique et un véritable laboratoire d'idées. Au long de quatre années, nous avons établi une communauté de 400 jeunes toujours actifs sur les réseaux sociaux, diffusant des idées et valeurs progressistes par un remarquable effet multiplicateur.

"Nous seuls sommes capables d'offrir une alternative juste aux solutions simplistes et trompeuses des populistes, d'une part, et à l'impasse des politiques libérales et conservatrices d'autre part."

Avec les initiatives de la « progressive economy » et de la « progressive society », nous avons développé un processus de réflexion à long terme, sur le futur de notre continent, sur une économie alternative et plus équitable au service des citoyens, et sur un modèle de développement pour l'Europe socialement et environnementalement durable.

Dans le cadre de ce travail, nous avons soutenu la Commission indépendante pour une égalité durable dont le rapport « Bien-être durable pour tous - notre avenir commun européen » constitue une analyse remarquable de la crise de nos sociétés et un ensemble stimulant de propositions audacieuses pour un changement radical.

Nous poursuivons notre coopération étroite avec les partis frères et organisations sœurs telles que le PSE, YES, la FEPS, les groupes socialistes au sein d'autres institutions européennes et des parlements nationaux. Nous sommes aussi en contact étroit avec les forces progressistes dans le monde dans le cadre du Global Progressive Forum. Ce forum réunit à l'échelle mondiale des politiciens et décideurs progressistes, de même que des dirigeants de la société civile et des syndicats, afin de débattre d'alternatives à la globalisation néolibérale, de combattre le racisme et la dictature des marchés financiers, et de promouvoir la démocratie, les droits de l'Homme et la solidarité.

Nous avons initié et promu équitablement et démocratiquement le processus de sélection de notre *Spitzenkandidat*. Nous sommes convaincus que ce processus ouvert renforce notre visibilité politique et la prise de conscience par les citoyens de la nature transnationale de notre famille et de ses valeurs.

Dans la perspective des élections de 2019, nous, socialistes et démocrates, devons mettre l'accent sur nos valeurs clés comme la solidarité, notre projet alternatif pour une société et une économie progressistes, notre ambition en faveur d'une Europe différente et socialement plus juste. Nous devons réaffirmer notre identité même - en 2017, une première étape au Parlement en a été la rupture de la grande coalition avec le PPE, une coalition qui trop longtemps avait compromis notre visibilité politique. À cette époque, la candidature de Gianni Pittella à la présidence du Parlement avait été contrecarrée par une coalition de droite comprenant le PPE, les libéraux de l'ALDE et les eurosceptiques de ECR, une alliance disparate dont le but principal était de maintenir le statu quo économique et social en Europe, et d'empêcher la mise en place de politiques progressistes.

Nous démontrerons aux citoyens européens que nous sommes la véritable alternative à l'ultra-libéralisme et à l'économie de casino dirigée par la finance, et les farouches opposants de ceux qui répandent la haine, la division entre les peuples et le repli sur soi nationaliste. Nous poursuivrons ce combat dans nos pays respectifs et jusqu'aux élections européennes. Entretemps, c'est avec fierté que nous constatons nos nombreuses réalisations en tant que Groupe majeur et force progressiste au sein du foyer de la démocratie européenne, le Parlement européen.



Pedro Sánchez, Premier ministre espagnol



École de la démocratie, Italie, juin 2018



Theresa Griffin et Judith Kirton-Darling, Eurodéputées S&D







Marche pour l'Europe, délégation S&D, Rome, mars 2017



Notre ambition pour l'Europe :

**SOCIALE ET
AU SERVICE
DES CITOYENS**

La justice sociale, la solidarité, une société équitable : cela fait partie de notre ADN politique, et notre Groupe a réalisé beaucoup dans ce domaine.



Rassemblement "Plus aucun mur en Europe", Bruxelles



Maria João Rodrigues, Vice-présidente S&D

"Nous ferons sans relâche pression sur le Conseil et la Commission afin d'obtenir des mesures concrètes, assurant que la législation et les politiques européennes garantissent les besoins sociaux de nos citoyens."

Nous avons réclaté haut et fort l'établissement d'un véritable et ambitieux pilier social pour l'Union européenne, et nous avons accueilli positivement la proclamation de Göteborg pour un pilier européen des droits sociaux, comme une première étape importante. Mais nous ferons sans relâche pression sur le Conseil et la Commission afin d'obtenir des mesures concrètes, assurant que la législation et les politiques européennes garantissent les besoins sociaux de nos citoyens, et notamment des travailleurs les moins bien protégés. Concrètement, nous voulons voir la mise en place de règles sur un accès universel à la protection sociale, un cadre légal pour protéger les nouveaux emplois atypiques générés par la numérisation, la réduction des inégalités et la garantie de normes sociales élevées, des salaires décents et un cadre solide de négociations collectives. De même, les droits sociaux devraient être pleinement intégrés dans le Semestre européen et les recommandations spécifiques par pays, de sorte que la cohésion européenne ne soit pas uniquement basée sur des aspects économiques, mais aussi sur des aspects sociaux.

La révision de la directive sur le détachement des travailleurs était une exigence du Groupe S&D. Les insuffisances de la législation d'origine ouvraient la voie au dumping social et à des distorsions de concurrence. Elles avaient été largement exploitées par les extrémistes critiquant le projet européen, et par certains employeurs montant les travailleurs les uns contre les autres. Malgré des approches divergentes en Europe, la révision s'est révélée être un immense succès, fondée sur le principe essentiel de salaire égal à travail égal sur un même lieu de travail, un traitement équitable des travailleurs dès le premier jour de leur détachement, avec un salaire décent



Halte à la violence à l'égard des femmes,
Bruxelles

et conforme aux conventions collectives. Les travailleurs peuvent bénéficier de différentes allocations et avantages, le remboursement du transfert sur le lieu de détachement et un logement décent en plus du salaire.

Plus généralement, c'est notre famille politique qui a pris des initiatives afin que les fléaux du dumping social et de l'emploi précaire soient pleinement reconnus. Il s'agit d'une première étape vers davantage d'actions concrètes au sein de l'UE. Nous étions aux côtés des travailleurs quand il a fallu soutenir la pétition des employés de McDonald relative à la précarité des conditions de travail et à l'usage abusif de contrats à durée déterminée. Nous avons également soutenu les travailleurs de Ryanair. Nous restons fermement engagés dans le combat contre les méthodes douteuses et le modèle entrepreneurial des compagnies aériennes à bas prix, pour assurer la sécurité et de bonnes conditions de travail pour tous. Il faut éviter que les compagnies n'abusent des différences entre législations nationales, créant ainsi une concurrence déloyale en termes de conditions de travail en Europe. La commission des affaires sociales vient d'adopter un rapport ambitieux sur de meilleures conditions de travail, garantissant de meilleurs droits et protection pour tous les travailleurs. Les négociations avec les États membres commenceront bientôt.

Chaque travailleur a droit à un contrat de travail effectif. Nous avons établi une plate-forme afin de combattre le travail au noir afin d'empêcher les abus, et faire en sorte que ce type d'emplois soient déclarés. Les négociations sur la future Autorité Européenne du Travail sont en cours.

Toujours dans le domaine de l'emploi, nous avons contribué de façon décisive au renforcement du Réseau Européen des Services de l'Emploi. Ce dernier favorise l'intégration des marchés du travail en Europe, facilite l'accès des travailleurs aux services de mobilité, ainsi que le placement des demandeurs d'emploi à travers toute l'Europe tout en contribuant à la diminution du chômage et du manque de qualification.

Trop de travailleurs en Europe risquent de perdre leur emploi à cause d'une vision à court terme purement orientée vers le profit, des grandes entreprises qui récompensent les actionnaires plutôt que la main-d'œuvre. Ceci est encore aggravé par l'absence d'une vraie politique industrielle européenne. Nous menons ce combat ensemble avec les travailleurs des industries manufacturière et sidérurgique victimes de fermetures d'usines, en exigeant le développement d'une vraie politique de réindustrialisation, en dénonçant la financiarisation de l'économie, et en demandant la mise en place de mécanismes de protection des travailleurs victimes de licenciements abusifs.

Le taux élevé de chômage des jeunes est un vrai scandale. Après avoir lancé l'initiative Garantie pour la jeunesse, nous avons réussi à en augmenter le financement. De même avons-nous pleinement soutenu l'extension d'Erasmus pour la période 2014-2020, et insisté pour qu'une attention particulière soit accordée aux projets soutenant l'intégration sociale, notamment pour les réfugiés et les migrants. Nous avons été à l'origine de la proposition en cours d'élaboration de la Commission pour une carte européenne de l'étudiant. Il s'agira d'un complément à Erasmus, facilitant la reconnaissance des diplômes et qualifications et l'accès aux infrastructures culturelles et d'éducation à travers l'Europe. Nous maintiendrons notre soutien au projet de Corps européen de solidarité promouvant l'engagement social et civique des jeunes. Le Groupe S&D a s'est battu afin d'obtenir des conditions de travail décentes pour les volontaires, de garantir la nature bénévole de leurs activités. Nous avons également créé un budget spécifique pour cette initiative afin que d'autres programmes tel que Erasmus n'en pâtissent pas.

Dans nos sociétés modernes, il est fréquent que les deux parents travaillent et prennent soin de leurs enfants. L'existence d'un équilibre entre travail et vie de famille est importante aux yeux du Groupe S&D. Dans ce cadre, nous avons obtenu une proposition de la Commission sur l'équilibre vie professionnelle/vie privée, couvrant un congé parental correctement payé et non transférable, un congé de paternité bien rémunéré et des congés pour les personnes assurant les soins.

Les familles précaires ne devraient plus exister dans nos sociétés, et nous avons constamment plaidé en faveur d'une Garantie européenne pour les enfants, assurant une éducation, des services de garde et des soins de santé gratuits, un logement décent et une alimentation saine pour chaque enfant menacé par la pauvreté.

Notre groupe a toujours été engagé en faveur de l'égalité des sexes, et nous avons continuellement exigé davantage d'actions au niveau de l'UE, telle qu'une Directive pour la réduction de l'écart salarial hommes/femmes. Nous avons gagné une première bataille en obtenant de la Commission un plan d'action sur cette question. Nous continuerons de plaider pour l'inclusion de la dimension égalité des genres dans toutes les politiques de l'UE, y compris les aspects budgétaires.

Au sein du Parlement européen, nous avons été déterminants pour former des majorités clairement en faveur d'une défense des droits et de santé sexuels et reproductifs, de même que l'accès à une interruption volontaire de grossesse sûre et légale.

Nous avons multiplié les initiatives pour combattre la violence contre les femmes, apporté un soutien total à la Convention d'Istanbul, pour lutter contre le sexisme dans les annonces publiques, pour prévenir et combattre le harcèlement, y compris sexuel dans le cadre de la campagne MeToo. Nous soutenons avec force la protection des femmes les plus vulnérables telles que les réfugiées et demandeuses d'asile ou encore les victimes d'abus sexuels, de trafic d'êtres humains et d'exploitation au travail.

"Notre groupe a toujours été engagé en faveur de l'égalité des sexes, et nous avons continuellement exigé davantage d'actions au niveau de l'UE."



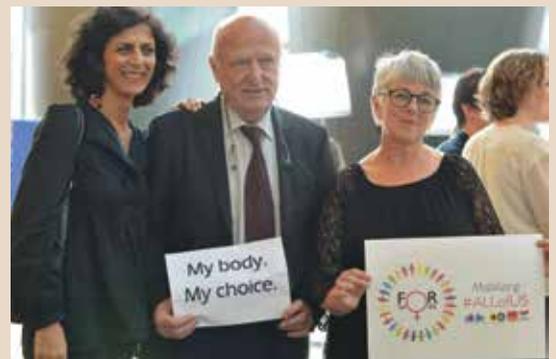
Zita Gurmai, Présidente PSE Femmes, et **Cécile Kyenge**, Eurodéputée S&D



Iratxe García Pérez, Eurodéputée S&D



Edouard Martin, Eurodéputé S&D



Marie Arena et **Julie Ward**, Eurodéputées S&Ds avec **Josef Weidenholzer**, Vice-président S&D



Evénement Together, Bruxelles, octobre 2017

Dans le domaine de la santé et de la sécurité des travailleurs, nous avons amélioré la Directive sur les substances cancérigènes et mutagènes en y incluant les substances toxiques pour la reproduction.

Dans le secteur des transports, nous nous sommes assurés que les droits sociaux, les règlements du travail, une formation adéquate, des conditions de travail correctes et le droit de grève ne soient pas affaiblis par la législation européenne. Nous avons amélioré les conditions de travail dans le secteur des transports, notamment avec le Règlement sur les services portuaires, dans le secteur aérien et dans le quatrième paquet ferroviaire. Nous défendons les mêmes principes pour les conditions de travail des conducteurs de poids lourds dans le cadre du paquet mobilité.

La protection des consommateurs est un autre domaine politique où l'Europe peut montrer sa valeur ajoutée dans la vie quotidienne des citoyens. Les tarifs exorbitants d'itinérance et les prix abusifs pour les communications internationales appartiennent désormais au passé, grâce aux exigences fortes et à l'action décisive de notre Groupe.

Nous avons constamment demandé, et finalement obtenu, une proposition de la Commission pour un mécanisme de recours collectif à l'échelle européenne, d'une nécessité urgente pour la protection des consommateurs, comme démontré par des cas concrets tels que le scandale des émissions de diesel.

Internet a révolutionné notre mode de vie et nos économies à un point tel qu'un accès sécurisé à un environnement en ligne peut être considéré comme un nouveau droit des consommateurs et un plus pour l'intégration sociale. Dans cette perspective, nous avons combattu pour une solide Directive sur l'accessibilité des sites internet, et nous négocions fermement avec le Conseil pour une meilleure loi sur l'accessibilité afin d'améliorer l'accès aux services et produits, en ligne ou non, pour les personnes handicapées et les personnes âgées. Nous avons mis un terme aux géo-blocages et autres formes de discrimination basées sur la nationalité ou le lieu de résidence des cyber-consommateurs.

La cyber-sécurité est un vrai problème pour les autorités et services publics, les entreprises et les citoyens, et nous avons considérablement contribué à son renforcement grâce à la Directive sur la sécurité des réseaux et systèmes d'information, renforçant la coopération européenne dans ce domaine.

En réponse à l'austérité aveugle et dévastatrice et à l'absurde inflexibilité économique imposées par les forces conservatrices en Europe, soutenues au sein du Parlement européen par cette coalition ad hoc du PPE, de l'ALDE et des groupes eurosceptiques, le Groupe S&D a exigé et imposé davantage de flexibilité dans la mise en application du Pacte de stabilité et de croissance. Sur la base de notre règle d'or, nous avons obtenu le droit, pour les pays de l'Union économique et monétaire, de dévier temporairement des règles existantes en matière d'équilibre budgétaire et de réduction des déficits budgétaires excessifs, lorsque cela pouvait bénéficier à la reprise économique par le biais d'investissements stratégiques.

NO
TAX HAVENS



UNE ÉCONOMIE JUSTE ET DURABLE

au service de tous et non d'une minorité obsédée par le profit

"La conversion vers une économie plus durable est au cœur de notre programme politique, et nous voulons mettre à son service le système financier."

Nous nous sommes réjouis de l'accord conclu entre l'Eurogroupe et la Grèce sur l'allègement de la dette, comme une étape dans le processus de retour de la Grèce vers une croissance durable et vers l'autonomie, tournant la page de l'austérité, des sacrifices et drames sociaux. Nous avons appelé à une réforme ambitieuse de l'Union économique et monétaire (UEM) afin d'éviter la répétition des erreurs du passé.

Gardant en mémoire le traumatisme de la crise financière de 2008, nous avons demandé avec force la mise en place d'une capacité budgétaire afin de renforcer le pouvoir de l'UEM d'amortir les chocs économiques. La Commission a maintenant lancé une proposition législative en faveur d'un Mécanisme européen de stabilisation des investissements.

L'union bancaire a été une autre de nos réalisations, contribuant à sécuriser la stabilité de la zone euro et à garantir un système financier solide et intégré dans l'UE, en supervisant le secteur bancaire, en évaluant les risques, en protégeant l'épargne des citoyens, en limitant le besoin de partage public des risques - et le recours à l'argent du contribuable pour le sauvetage des banques affectées par la crise. Nous avons maintenant obtenu une proposition de la Commission en faveur d'un système de garantie des dépôts d'ampleur européenne qui complètera le dispositif.

Nous avons pris fait et cause pour les citoyens affectés par des pratiques financières abusives, en soutenant les pétitions de personnes vulnérables se retrouvant à la rue, tout en devant encore rembourser leurs emprunts hypothécaires, et après avoir été trompés par des instruments financiers soi-disant sûrs.

Le plan de soutien aux investissements et à l'emploi était également une de nos exigences clés en retour de notre soutien à la Commission Juncker. Au bout de quatre ans, le résultat en est assez positif, avec l'adoption des différents Fonds européens pour les investissements stratégiques et du futur Invest EU, tous destinés à soutenir des projets de qualité pour l'emploi et la cohésion économique, sociale et territoriale. Nous nous réjouissons de l'extension de cet objectif d'investissement de 315 à 500 milliards d'euros.

La conversion vers une économie plus durable est au cœur de notre programme politique, et nous voulons mettre à son service le système financier. Nos appels à de nouvelles

législations ont été couronnées de succès. Nous avons obtenu des propositions législatives visant à promouvoir l'investissement dans les technologies à faibles émissions de carbone, les énergies renouvelables et les entreprises de modèle durable, réorientant ainsi l'économie d'une manière plus sociale et plus environnementale.

Les citoyens européens, durement frappés par des années d'austérité et de récession économique, ont été révoltés, à juste titre, par les scandales des Panama Papers et LuxLeaks, révélant l'ampleur du blanchiment d'argent, de l'évitement fiscal, de l'évasion fiscale, et de la concurrence fiscale déloyale entre États membres. Notre Groupe lançait, depuis longtemps, l'alerte et dénonçait ces pratiques, et notre rôle a été décisif lors de la mise en place des différentes commissions d'enquête sur ces questions.

Toujours dans ce domaine, nous avons dirigé le processus menant à la révision de la Directive anti-blanchiment, assurant l'accès public à l'information sur les propriétaires bénéficiaires de sociétés et trusts, pour identifier ceux qui utilisent des sociétés fictives à des fins de blanchiment ou d'évasion fiscale. Il en va de même pour la Directive sur l'échange automatique d'informations entre administrations fiscales, optimisant la prévention de l'évitement fiscal et de l'évasion fiscale.

Toujours dans un but de transparence, nous nous sommes battus pour le principe de déclarations pays par pays pour les multinationales au sein de l'UE, à savoir un décompte de leurs résultats par pays, afin d'éviter que les entreprises ne se soustraient à l'impôt en jouant sur les frontières.

Nous avons renforcé l'assiette commune consolidée pour l'impôt des sociétés, un ensemble de règles destiné à calculer les profits taxables des entreprises dans l'UE, en l'étendant aux compagnies de toutes tailles, insistant pour que les États membres adoptent des règles pour le recouvrement optimal des revenus fiscaux actuellement perdus. Toujours dans le but de s'adapter à une économie numérique en pleine croissance, nous avons exigé de la Commission une proposition pour assurer que les compagnies numériques paient un impôt équitable. Enfin, nous avons exigé avec succès que la Commission dépose une proposition sur la protection des lanceurs d'alerte, en d'autres termes de ceux qui dénoncent les atteintes à la loi, notamment dans le domaine fiscal comme dans d'autres.

"Nous avons joué un rôle central dans la révision des règles de gestion des déchets, avec un ensemble de mesures ambitieuses centrées sur la prévention, le recyclage et la réutilisation."

Kathleen Van Brempt, Vice-présidente S&D

Eric Andrieu, Vice-président S&D



RÉCONCILIER L'ÉCONOMIE ET L'ENVIRONNEMENT

Notre groupe s'est toujours engagé en faveur des objectifs de développement durable de l'agenda 2030 des Nations Unies. Nous sommes convaincus qu'un environnement sain est essentiel au bien-être des individus ; c'est aussi une question de solidarité entre les citoyens et entre générations. Notre approche socialiste signifie que la lutte contre l'exploitation des travailleurs et la lutte contre le gaspillage des ressources naturelles devraient aller de pair. Et seule notre famille politique peut combiner et mettre en application ces priorités. Nous avons ainsi plaidé avec succès pour une affectation de fonds en faveur de projets liés à l'action climatique au sein des Fonds européens pour les investissements stratégiques.

Conformément à notre appui franc et massif pour les accords de Paris, notre Groupe a soutenu activement la juste transition vers une économie faible en carbone. Il a contribué de façon décisive au renforcement de la législation européenne pour des objectifs contraignants de réduction des émissions de gaz à effet de serre, pour des normes d'émission des voitures et camions, et pour des réductions d'émissions d'autres polluants atmosphériques. Nous avons exigé qu'une commission parlementaire soit établie afin d'enquêter sur le scandale des niveaux d'émissions illégaux dans l'industrie automobile et nous avons obtenu des mesures fortes pour corriger cette situation par un durcissement des conditions d'approbation et contrôle des nouveaux véhicules. Nous avons pu fermement négocier une révision équitable du système d'échange de quotas d'émissions afin d'offrir de meilleurs incitants à la dé-carbonisation de l'industrie. Face à un Conseil intransigeant, nous nous sommes battus pour des objectifs plus ambitieux en matière de biocarburants.

La politique énergétique de l'UE est potentiellement un énorme levier pour la juste transition vers un développement durable. Notre Groupe a mené les négociations sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables dans le cadre du paquet énergie propre, et a obtenu pour 2030 des objectifs bien plus ambitieux que ceux promis à l'origine par l'UE. Nous avons encouragé la production domestique d'énergie renouvelable, et l'obligation pour les États membres de faciliter les mesures d'efficacité énergétique pour les plus pauvres et les plus vulnérables, en accord avec le manifeste sur la pauvreté énergétique adopté en 2016 par notre Groupe. Nous avons également mis l'accent sur les dimensions environnementales, de santé et de développement durable dans notre approche de la politique agricole. Ce fut le cas au moment des débats concernant les législations relatives à la réforme de la Politique agricole commune, où nous avons insisté sur une réorientation vers une nourriture saine et les objectifs de développement durable. Nous avons encouragé la législation pour une véritable agriculture et production bio, par exemple en protégeant les agriculteurs face au monopole des grands producteurs de semences. Nous continuons d'exiger un cadre légal ambitieux pour la protection des fermiers contre les pratiques abusives dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire.

Une même vision nous a inspiré en matière de politique de la pêche, basée sur la durabilité, la préservation des ressources naturelles, la traçabilité des produits de la pêche, des conditions de travail et un revenu décent pour les pêcheurs. C'est sous notre influence que la Politique commune de la pêche a opéré ce virage vers une approche davantage environnementale et durable. Cependant, malgré nos efforts, nous devons regretter le manque de suivi au niveau législatif. Nous avons aussi interdit la pratique dévastatrice et non durable de la pêche par impulsion électrique.

Il en va de même pour la législation sur les pesticides et herbicides, pour laquelle nous avons adopté une

position ferme, notamment suite aux constatations de la commission spéciale du Parlement sur la procédure d'autorisation des pesticides. Nous avons condamné l'attitude trop laxiste de la Commission et des États membres à l'égard des grandes entreprises produisant ces substances chimiques potentiellement toxiques. Nous avons exigé davantage de transparence dans la procédure européenne d'évaluation de leurs risques.

En outre, nous avons combiné la nécessité d'un renforcement de la santé publique et du bien-être animal avec la nouvelle législation sur les maladies animales transmissibles. Nous avons renforcé la législation européenne sur les aliments, les matériaux en contact avec les aliments, la qualité et la sécurité de l'eau, et de la nourriture pour animaux, ainsi que sa meilleure mise en place et de meilleurs contrôles. Nous nous sommes opposés à une proposition trop permissive de la Commission en matière de nourriture provenant d'animaux clonés et de leur descendance.

Nous avons soutenu avec succès une législation meilleure et actualisée en matière d'évaluation des instruments médicaux. Nous avons demandé une législation à l'échelle européenne afin d'établir une évaluation clinique conjointe des technologies de la santé. Nous avons aussi exigé un plan de santé coordonné contre l'inquiétant développement de la résistance antimicrobienne tant chez l'être humain que chez l'animal.

Dans le cadre de l'économie circulaire, nous avons joué un rôle central dans la révision des règles de gestion des déchets, avec un ensemble de mesures ambitieuses centrées sur la prévention, le recyclage et la réutilisation. Nous avons insisté sur des objectifs de recyclage plus élevés pour les déchets urbains, et sur des objectifs spécifiques pour d'autres sources de déchets, y compris les emballages et les plastiques. Par la promotion d'une économie circulaire où la valeur intrinsèque des produits reste en circulation, nous sauvegardons nos ressources naturelles et démontrons notre engagement en faveur d'un développement économique et social durable. Nous avons aussi plaidé pour une réduction du gaspillage de la nourriture, en phase avec les objectifs de réduction des Nations Unies. Nous avons été pareillement inspirés en ce qui concerne les véhicules en fin de vie, les batteries et les équipements électriques et électroniques.

Le transport a un impact majeur sur notre environnement, et le Groupe S&D a plaidé pour un changement radical vers des modes de transport plus durables, des infrastructures pour les carburants alternatifs, une transition vers les véhicules électriques assortie d'objectifs quantitatifs ambitieux, une mise en œuvre complète du principe du pollueur/payeur. Nous avons demandé des mesures ambitieuses dans le domaine de la sécurité routière, avec pour objectif zéro accident mortel en Europe en 2050. La sécurité était aussi notre préoccupation au moment d'adopter le Règlement sur l'agence européenne de sécurité aérienne.

Notre Groupe avait profondément regretté l'absence de volonté de la part des États membres de décider d'un budget reflétant pleinement les ambitions européennes, à l'époque du Cadre financier pluriannuel 2014-2020 (CFP). Malheureusement, nous avons raison, et l'incapacité de l'UE à gérer les nombreuses crises qui ont eu lieu ces dernières années a été exacerbée par les insuffisances budgétaires.

AMBITION ET COHÉSION

au cœur de notre projet européen

"Dans la perspective du prochain CFP, nous allons fortement insister pour un meilleur budget et pour des règles et procédures plus souples."



Antonio Costa, Premier ministre portugais et Udo Bullmann, Président du Groupe S&D



Événement Together, Bruxelles, octobre 2017



Conférence Together, Valence, Espagne, septembre 2017



École de la démocratie, Italie, juin 2018



Dans la perspective du prochain CFP, nous allons fortement insister pour un meilleur budget et pour des règles et procédures plus souples lors de sa mise en œuvre, tout comme nous l'avons fait lors de la révision à mi-terme de 2016 et dans la perspective du nouveau CFP. Nous allons aussi insister sur le besoin de futures ressources propres, de révisions à mi-terme permettant d'actualiser les priorités en fonction de développements et besoins nouveaux, et nous allons mettre en avant des priorités telles que la lutte contre le chômage et le développement durable. Tel que proposé, le Cadre financier pluriannuel 2021-2027 est loin de rencontrer les besoins d'une Europe plus forte et plus équitable. Nous sommes outrés par la rigidité et l'absence de volonté du Conseil d'avancer sur ce dossier, au risque de reporter les décisions à la prochaine législature. Nous continuerons le combat pour résoudre cette question de manière satisfaisante.

De bonnes politiques régionales sont essentielles pour le développement de notre projet de solidarité et de cohésion à travers l'Europe. Financés par l'UE, ils permettent de traduire la valeur ajoutée pour la vie quotidienne des citoyens et communautés locales, donnant un sentiment d'inclusion. Notre groupe a contribué à ces politiques de nombreuses manières, entre autres en proposant un agenda urbain concentré sur l'intégration sociale, le changement démographique et la durabilité. Dans la perspective de la politique de cohésion post-2020, nous avons exigé un budget adéquat, une simplification des procédures décisionnelles. Nous avons insisté sur la participation de tous les acteurs y compris les ONG et les autorités locales, régionales et nationales. L'emploi, le climat, la démographie et l'intégration des migrants devraient recevoir une attention particulière. Nous avons aussi souligné l'intérêt des politiques macro-régionales, à un niveau intermédiaire entre d'une part, l'UE et ses voisins dans leur ensemble, et d'autre part les États membres.



Tanja Fajon et Elena Valenciano, Vice présidentes S&D,
Journée mondiale des réfugiés de l'ONU, Bruxelles, juin 2018

DÉFENSEURS PASSIONNÉS

des valeurs européennes, des droits
des citoyens et de l'État de Droit



Le projet européen est à un carrefour de son histoire. Les valeurs européennes fondamentales de solidarité, des droits de l'Homme et de la démocratie sont menacées par les populistes et extrémistes, exploitant également la crise migratoire à des fins contestables. Il est grand temps pour les démocrates et pro-européens de se mobiliser et de montrer leur indéfectible engagement pour ce modèle qui a garanti des décennies de paix, de prospérité et de démocratie. Dans cette perspective, notre Groupe a fait face à nombre de défis.

Nous avons constamment dénoncé le comportement antidémocratique des actuels gouvernements polonais et hongrois. Notre rôle a été déterminant lors de leurs condamnations répétées par le Parlement européen, et plus encore lors de l'adoption massive par le Parlement du rapport déclenchant la procédure de l'Article 7(1) à l'égard de la Hongrie, et par conséquent la possible détermination par le Conseil de risque de violation des valeurs européennes par ce pays.

La crise migratoire et des réfugiés a dominé l'agenda politique, et l'Union européenne s'est révélée désespérément divisée et incapable de trouver des réponses durables. Cependant, notre Groupe s'est battu pour des solutions humanitaires. Nous avons plaidé pour une approche intégrée des migrations, basée sur la solidarité et le partage des responsabilités, pour le respect des droits fondamentaux des migrants, une approche équilibrée à l'égard des pays tiers et, de manière générale, une vision plus positive des migrations. L'intégration à nos sociétés, systèmes éducatifs et marché du travail, devraient être les premières préoccupations, en lieu et place de politiques obsessionnellement sécuritaires. Nous sommes fiers de recevoir des jeunes réfugiés parmi nos stagiaires du Groupe. Nous avons aussi insisté sur le fait que l'UE devrait également défendre ces principes au sein des Nations Unies. Toujours sur la scène internationale, nous avons exigé une pleine et entière reconnaissance des migrants climatiques et un instrument légal et international pour leur protection.

En matière d'asile, nous avons combattu pour une réforme judicieuse de l'impraticable système de Dublin et de sa

législation, comme les normes d'accueil ou de qualification pour la protection internationale.

Nous faisons pression pour l'adoption d'une législation sur les visas humanitaires à destination de ceux recherchant une protection internationale ou humanitaire, visas qui seraient délivrés dans toute ambassade ou consulat de pays membres de l'UE, et permettraient de se rendre librement dans l'État concerné afin d'y solliciter la protection.

Nous pensons que les citoyens offrant une assistance humanitaire devraient être honorés, et non criminalisés. Par conséquent, nous demandons à la Commission de proposer des lignes directrices pour prévenir la criminalisation d'une telle assistance.

Nous nous sommes fortement engagés dans la défense des minorités et nous avons notamment réclamer le respect des populations Roms, le combat contre l'antisémitisme, les droits et la dignité des personnes de la communauté LGTBI.

Notre Groupe a joué un rôle essentiel quand il s'agissait de rassembler une vaste majorité au sein du PE, en faveur de la résolution sur la violence néo-fasciste en Europe. Nous avons dénoncé l'expansion de la violence d'extrême-droite, condamné la banalisation de ces idéologies et d'autres formes d'intolérance. La résolution insistait aussi sur le fait que l'UE et les États membres ont les outils légaux pour agir, et notamment la décision cadre du Conseil sur la lutte contre certaines formes et manifestations de racisme et de xénophobie au moyen du Droit pénal. Cela comprend la possibilité pour la Commission de lancer des procédures d'infraction à l'encontre des États membres qui ne respectent pas les dispositions de la décision cadre.

La protection de la vie privée des citoyens a été une autre de nos causes, et nous avons réussi à réformer la législation sur la protection des données personnelles. Dans ce cadre, nous nous félicitons de l'entrée en vigueur du Règlement général sur la protection des données, définissant des normes globales de protection des données, donnant aux citoyens de l'UE davantage de contrôle sur leurs données personnelles, et renforçant la sécurité, que ce soit sur la toile ou non. Nous avons également adopté une position forte pour la défense de la vie privée à l'ère numérique, après le scandale de

Facebook/Cambridge Analytica et l'énorme épidémie d'autres violations de la vie privée et d'usurpation d'identité en ligne. C'est notre Groupe qui a mené le débat sur cette question et a mobilisé autour d'une résolution forte une très grande majorité parlementaire européenne, afin de protéger non seulement la vie privée des citoyens, mais aussi nos processus électoraux, menacés par une armée de trolls, hackers, et disséminateurs de fausses informations menaçant notre démocratie. Nous faisons malheureusement face à un Conseil qui préfère les intérêts des grandes entreprises et leur modèle d'affaires abusif plutôt que la vie privée des individus. Nous étions encore du côté des citoyens lors des différents débats sur les transferts et utilisation des données personnelles des passagers, assurant que le droit à la vie privée, et plus généralement la Charte des droits fondamentaux, ne soient pas mis en danger.

Nous avons la conviction que la justice et la sécurité relèvent des droits des citoyens. Dans cette perspective, et contrairement aux eurosceptiques, nous considérons la coopération européenne comme un réel avantage, et nous avons travaillé avec succès à l'établissement d'un ministère public européen.

Nous croyons en la participation des citoyens au processus démocratique, dont l'initiative citoyenne européenne est un instrument remarquable. Nous avons soutenu la nouvelle proposition de Règlement

corrigeant les insuffisances constatées ces dernières années, afin de rendre l'initiative plus accessible et moins lourde à enclencher. Nous nous sommes aussi efforcés de la rendre accessible à des personnes plus jeunes, en l'occurrence aux 16 ans et plus.

Des pans entiers de la législation européenne devraient être actualisés et adaptés à l'âge numérique. Notre Groupe a été capable de diriger la manœuvre lors de la révision de la Directive sur les droits d'auteur, dans une approche équilibrée entre les nombreux intérêts en jeu : consommateurs, auteurs et artistes, culture européenne, liberté d'expression sur la toile et compétitivité européenne à l'ère numérique. Le développement rapide de la robotique offre de grandes perspectives pour nos économies et nos citoyens, mais soulève également un certain nombre de questions quant à son impact potentiel sur notre marché du travail et nos systèmes sociaux et fiscaux. Notre Groupe a anticipé ces risques en demandant à la Commission une proposition de législation européenne. Nous maintiendrons notre pression politique à cet effet.

"L'intégration à nos sociétés, systèmes éducatifs et marché du travail, devraient être les premières préoccupations, en lieu et place de politiques obsessionnellement sécuritaires."



Mercedes Bresso, Vice-présidente S&D



PROMOUVOIR LES VALEURS PROGRESSISTES EUROPÉENNES

dans le monde



Jeppe Koffod, Vice-président S&D

Nous croyons fermement en ce rôle de diplomatie interparlementaire que joue le PE, complémentaire à la très active action internationale de l'Union européenne sous l'impulsion de sa Haute Représentante. Nous en voulons pour preuve nos nombreuses initiatives sur l'Irak, l'Iran, l'Arabie Saoudite et le Koweït, afin de promouvoir la stabilité, la sécurité et la non-prolifération des armes au Moyen-Orient, sans compter notre engagement à l'égard des Balkans occidentaux, ou encore notre dialogue avec les membres de la Douma russe. Nous avons aussi été très actifs dans nos relations avec nos voisins du sud, avec pour objectif de garantir la stabilisation et la consolidation de la démocratie, le développement social et économique, la prévention du terrorisme et la gestion de la crise des réfugiés et des processus migratoires en Afrique du Nord.

"Nous avons exigé qu'au sein de l'Organisation mondiale du commerce, l'Union européenne plaide en faveur d'un lien solide entre les considérations commerciales et les préoccupations sociales et environnementales."

Nous nous sommes engagés depuis des années dans la réflexion et l'action pour un partenariat UE- Afrique plus pertinent. Nous avons organisé les semaines africaines au cours desquelles des partenaires partageant les mêmes valeurs et visions progressistes pouvaient débattre de nombreuses questions : le renforcement de la démocratie et des droits de l'Homme, la bonne gouvernance, la préférence donnée à des économies soutenables, le développement humain, l'émancipation des femmes et des jeunes, un commerce équitable, le développement durable et l'action climatique.

Le conflit israélo-palestinien et le processus de paix au Moyen-Orient restent des questions clés de notre agenda international, et ici encore, nous avons déployé notre diplomatie parlementaire pour renforcer le rôle politique de l'Union européenne et construire des ponts, en développant nos relations avec nos partis frères des deux côtés de l'échiquier politique, et en soutenant les initiatives pour la paix de la société civile, basées sur la coopération entre Israéliens et Palestiniens. Au sein du Parlement européen, nous avons joué un rôle essentiel dans la construction de majorités progressistes capables de défendre les principes de paix, de respect mutuel, de démocratie et de droits de l'Homme. Nous avons également fait campagne contre l'expulsion des communautés bédouines des territoires palestiniens.

Nous restons des défenseurs déterminés des droits de l'Homme. Nous avons mené les débats du Parlement européen en exigeant un embargo sur les armes contre l'Arabie Saoudite en réponse à ses violations massives des règles humanitaires internationales au Yémen. De même avons-nous exprimé nos nombreuses inquiétudes quant à l'évolution de la Turquie, qui a amené le Parlement européen à exiger la suspension formelle des négociations d'adhésion. Nous avons constamment soutenu la Cour pénale internationale et le système judiciaire pénal international. Nous avons toujours eu la plus grande considération pour le prix Sakharov du PE, un instrument important pour reconnaître et honorer le courage et les sacrifices des champions des droits de l'Homme dans le monde. Nous sommes fiers d'avoir soutenu avec succès Nadia Murad et

Denis Mukwege pour le prix Sakharov, depuis lors tous deux honorés par le prix Nobel.

En matière de défense et de sécurité, nous avons plaidé pour un multilatéralisme et une coopération équilibrés dans le cadre de la relation UE-OTAN, nous concentrant sur les nouvelles menaces dans le cyberspace et sur le besoin pour l'UE de se protéger contre la désinformation et les cyberattaques. Nous nous sommes fermement opposés aux « robots tueurs ».

Dans ce monde globalisé, nous nous sommes toujours engagés pour une politique commerciale alternative qui serait le vecteur des normes et valeurs européennes plutôt que le cheval de Troie du dumping social et environnemental et de pratiques éthiquement contestables. Nous avons exigé qu'au sein de l'Organisation mondiale du commerce, l'Union européenne plaide en faveur d'un lien solide entre les considérations commerciales et les préoccupations sociales et environnementales. Lors de la révision de l'Instrument de défense commerciale, nous avons obtenu des dispositions plus fortes en matière de lutte anti-dumping et antisubventions, ainsi qu'une prise en considération suffisante des normes sociales et environnementales, et un rôle plus important du Parlement européen et des syndicats dans ce processus. Nous avons exigé plus de transparence dans la négociation des accords de commerce.

Le cas de l'accord économique et commercial global entre l'UE et le Canada a été un bon exemple de la manière dont nous nous sommes assurés que les normes européennes ne seraient pas affaiblies, notamment dans les domaines de la législation du travail, de l'environnement, de l'agriculture et des secteurs manufacturiers clés. Nous avons également évité le contestable mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États, lui préférant un système public équitable et transparent. Ce fut une autre victoire politique que de prouver à la Commission que les accords de commerce ne devraient pas potentiellement nuire à notre modèle économique, social et environnemental, et qu'ils doivent être négociés d'une manière beaucoup plus transparente.

Dans le cadre des relations UE-États-Unis, menacées par une présidence américaine atypique et clivante, nous avons prôné une relance conditionnelle des négociations avec comme condition fondamentale la levée des taxes américaines illégales sur l'acier et l'aluminium. Nous poursuivons notre opposition au partenariat transatlantique de commerce et investissement, même sous une forme allégée, et nous ne pourrions accepter qu'un accord de commerce complet et équilibré, bénéficiant aux deux rives de l'Atlantique et remplissant nos conditions.

Concernant la Chine, nous avons exprimé nos inquiétudes quant aux risques de pratiques déloyales et de dumping liés à l'accession de ce pays au statut d'économie de marché, craignant l'abolition de nombreuses règles anti-dumping et antisubventions imposées jusqu'à présent. Nous avons obtenu des garanties solides et contraignantes et des dispositions de nature à ne pas laisser nos économies désarmées face à ce géant toujours sous un régime économique contrôlé par l'État.

Nous considérons l'Amérique latine comme un excellent partenaire, partageant nombre de nos valeurs, et nous nous sommes efforcés de renforcer nos relations commerciales avec cette partie du monde, tout en garantissant de fortes dispositions anti-corruption dans nos divers accords de commerce.

Les mesures de l'UE pour combattre le commerce des minéraux des conflits ont été une victoire considérable pour notre Groupe. Trop de ressources naturelles sont commercialisées sans tenir aucun compte de leur origine et de leur impact, alimentant les conflits, le travail forcé et la violence sexuelle. En lieu et place de la faible proposition de la Commission, basée sur l'autorégulation, nous avons imposé une législation contraignante obligeant les entreprises à agir d'une manière transparente et permettant aux consommateurs de savoir si les produits qu'ils achètent sont traçables du point de vue éthique. Plus généralement, nous avons insisté sur l'inclusion du respect des droits de l'Homme comme préalable aux accords de commerce, ou au

moment d'accorder aux pays en voie de développement un accès commercial préférentiel au marché européen. Nous avons suivi de près la bonne mise en application de principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux Droits de l'Homme, et nous appuyons l'idée d'un instrument international légalement contraignant en cette matière.

La politique de développement mérite plus que jamais toute notre attention, et nous avons été déterminants au moment de définir un agenda ambitieux de l'UE, tel qu'exprimé dans le nouveau consensus européen et interinstitutionnel sur le développement, confirmant des principes clés tels que le combat contre la pauvreté et les inégalités, le besoin de traiter les racines de la migration et les objectifs d'un développement durable et inclusif. Nous avons réussi à correctement appliquer ces principes dans le cadre du fonds européen de développement durable, en mobilisant davantage d'investissements pour l'Afrique et les pays du voisinage.

Nous avons combattu pour une pleine inclusion des considérations d'égalité des sexes dans l'action extérieure de l'UE, et pour défaire les tentatives des forces réactionnaires de ce Parlement d'exclure de cette politique la santé et les droits sexuels et reproductifs. L'accès à l'éducation pour tous reste au cœur de notre politique de développement. Nous avons obtenu que plus d'attention et de moyens financiers soient accordés à l'éducation humanitaire dans les zones de conflits ou de désastres naturels grâce à notre campagne EDUCA.

Nous sommes à l'avant-garde dans la préparation du partenariat UE-ACP post-Cotonou, car les relations avec les ACP, et notamment l'Afrique, sont une priorité pour notre Groupe. Ici aussi, nous insistons sur un engagement partagé pour la démocratie, les droits de l'Homme, la bonne gouvernance, une réelle dimension parlementaire dans le processus et une implication intégrale de la société civile. Après l'effondrement tragique de l'usine Rana Plaza au Bangladesh, nous avons fait pression sur la Commission pour obtenir une proposition de législation européenne définissant des normes pour une gestion responsable dans l'industrie du vêtement.



Enrique Guerrero Salom, Président du Global Progressive Forum



Victor Boştinaru, Vice-président S&D

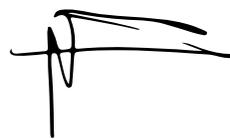
LA VOIE À SUIVRE

Voici donc quelques-unes de nos nombreuses réalisations au Parlement européen. Il est maintenant grand temps d'aller de l'avant et de faire face aux nombreux défis qui nous attendent. Nous comprenons tous que le projet européen est à la croisée des chemins. Nous comprenons tous que nos valeurs de justice sociale, de solidarité, de paix et de démocratie sont en danger. Le Groupe S&D a adopté un plan d'action pour la bataille électorale de 2019. Ce plan d'action appelle à un changement radical pour l'Europe. Il se fonde sur un modèle durable de développement, plaçant un nouveau contrat social au cœur même de l'Europe. Il vise à conjuguer l'équité sociale et la préservation de notre planète pour la génération actuelle et celles à venir. L'heure est venue de nous préparer à combattre et défendre ce projet avec fierté et fermeté.

Le travail du Groupe S&D est soutenu par un secrétariat composé de quelque 300 personnes venant des 28 États membres. Profondément motivé, engagé politiquement et avec d'excellentes compétences professionnelles, le secrétariat est au service des eurodéputés S&D et représente la continuité de notre travail d'une législature à l'autre. Son rôle est de conseiller les parlementaires dans le processus de prise de décision politique et d'appliquer les décisions prises par les différents organes du groupe S&D.



Udo Bullmann
Président du Groupe S&D



Javier Moreno Sánchez
Secrétaire général du groupe S&D

A PROPOS DU GROUPE S&D

Le Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes & Démocrates (Groupe S&D) est le deuxième groupe politique au Parlement européen. Il compte 187 eurodéputés issus des 28 États membres de l'UE.

Nous sommes partisans d'une société européenne qui favorise l'intégration fondée sur la solidarité, l'égalité, la diversité, la liberté et l'équité. Nous militons pour la justice sociale, l'emploi et la croissance, les droits des consommateurs, le développement durable, la réforme des marchés financiers et le respect des droits de l'homme, pour créer une Europe plus forte et plus démocratique, et assurer à tous un avenir meilleur.



progressive
society

www.progressivesociety.eu



TOGETHER
A new direction for a progressive Europe
Stand up for our future!

www.europe-together.eu

**GLOBAL
PROGRESSIVE
FORUM**

www.globalprogressiveforum.org



TheProgressives



socialistsanddemocrats



socsanddems



socsanddems



socsanddems



socialistanddemocrats

www.socialistsanddemocrats.eu



Groupe de l'Alliance Progressiste des
Socialistes & Démocrates
au Parlement européen

© 2018 v1 Imprimé et publié pour:
Javier Moreno Sánchez,
Secrétaire général du Groupe S&D
au Parlement européen, rue Wiertz,
1047 Bruxelles

